



Pour dégager la politique antisociale en faveur des riches et les patrons, le 18 septembre tous en grève... et après on continue !

Le 10 septembre, nous étions plusieurs centaines de milliers sur les blocages, dans les rassemblements et les manifestations. Ni les 80 000 flics de Retailleau, ni la nomination express de Lecornu après le hara-kiri de Bayrou n'ont désamorcé la colère, au contraire.

Le 10 septembre : un très bon début !

Des milliers de travailleurs, travailleuses et jeunes ont fait grève, dans la santé, dans l'éducation, à la SNCF, mais aussi dans des petites entreprises, sans attendre les consignes des syndicats.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans le pays, des milliers se sont réunies en assemblées sur les places pour discuter des suites. Partout, ce sont aussi les jeunes qui ont rejoint les manifs. Au moins 150 lycées étaient bloqués, et si les campus sont restés sages c'est parce que la rentrée universitaire n'avait pas encore eu lieu.

Samedi 13, des manifestations ont aussi eu lieu. C'est un mouvement qui naît, par en bas, qui exprime la colère profonde des classes populaires.

Les ministres passent, le programme reste

Car les patrons attendent de Lecornu qu'il continue la politique de ses prédécesseurs : nous faire payer la « dette » en supprimant des milliers d'emplois dans la fonction publique, en bloquant les salaires, sabrant dans les hôpitaux, en déremboursant médicaments et soins... Pendant que les patrons empochent 211 milliards annuels de subventions et exonérations – et même 270 milliards selon un livre qui vient de paraître –, et l'explosion du budget de l'armée profite aux Dassault, Safran, Thalès et autres.

Même agrémenté de quelques « concessions » pour acheter le soutien d'un Parti socialiste qui ne demande pas mieux – comme le renoncement, annoncé ce week-end, à nous voler 2 jours fériés –, c'est un budget de guerre sociale et de guerre tout court... porté par l'ancien ministre des Armées, tout un symbole !

Rien à attendre d'une nouvelle loterie électorale

Tout le petit monde politique frétille à l'idée de nouvelles élections. À droite, le parti le plus anti-ouvrier, le RN, dont les dirigeants fréquentent

et apprécient Lecornu, réclame, pour faire bonne figure, de nouvelles élections législatives, en espérant y glaner plus de députés et arriver aux manettes pour s'en prendre davantage encore aux services publics, aux travailleurs immigrés, puis à tous les travailleurs.

À gauche, PS, PCF et Verts entrent dans des mécanos visant éventuellement à soutenir le gouvernement, en mettant des « conditions ». La belle affaire !

La France insoumise appelle à « bloquer le pays » pour mettre en avant la « destitution » de Macron. Mais c'est encore détourner la colère vers les solutions électorales et institutionnelles. Un autre gouvernement, avec ou sans Macron, en laissant au pouvoir ceux qui nous exploitent, ne pourra rien amener de bon pour la classe ouvrière et la jeunesse.

Tous et toutes en grève le 18, généralisons les grèves !

Pour imposer une autre politique, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Il faudra bloquer le pays et le moyen le plus efficace d'y parvenir, c'est la grève ! Si les travailleurs cessent le travail, plus rien ne tourne et la machine à profits se grippe. C'est par la grève qu'on s'attaque à la minorité d'exploiteurs qui décident de tout à notre place. C'est par la grève qu'on pourra dégager la politique patronale et avec elle toute la société capitaliste, qui n'entraîne que misère et guerre, exploitation, oppressions et racisme.

Alors, soyons en grève le 18... et après ! Soyons aussi massivement dans la rue pour que tout le monde voie notre force. Discutons entre nous dans les ateliers et les bureaux, avant et après les manifestations, afin de nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, sans nous en remettre aux politiciens et aux appareils syndicaux.

..... Pour suivre le NPA-Révolutionnaires

Souriez, vous n'êtes plus filmés

Dans certains services de l'Association Est Accompagnement (AEA), les salariés ont été surpris de découvrir, du jour au lendemain, des dispositifs de vidéo-surveillance flambant neuf... dans leurs bureaux. Les travailleurs sociaux ont refusé d'être filmés et sont organisés pour demander des comptes à la direction. Suite au contrôle de l'inspection du travail, l'employeur a été contraint de se conformer à la loi et de retirer les dispositifs illégaux avant même leur mise en service qui aurait été une entrave à la vie privée des salariés.

Des moyens il y en a pour la vidéosurveillance mais quand il s'agit des salaires et des conditions d'accueil c'est une autre affaire. Là-bas comme ailleurs, à nous de nous organiser pour inverser la tendance.

Cynisme social

À Metz, l'Accueil du Pont Des Grilles est l'un des derniers lieux d'accueil inconditionnel pour les exclus de cette société. Cet été, à la demande du Préfet, les chambres de la halte de nuit ont été réouvertes quelques jours pendant la canicule. Mais elles ont été aussitôt refermées une fois les températures retombées. Partout en France, ce sont des centaines de milliers de logements laissés vides qui pourraient être réquisitionnés pour accueillir tout le monde. Encore faudrait-il la volonté politique de mettre la main à la poche. Voilà, un monde cynique qui feint d'ignorer que, peu importe la météo, la rue tue !

Retour d'AXESS a la table des négociations : rien à attendre du dialogue social

Interrompues au printemps dernier après le départ du syndicat patronal AXESS, les négociations ont repris ce 4 septembre dans la Branche Associative, Sanitaire, Sociale et médico-sociale (BASS). Une reprise du dialogue social qui n'apportera rien de bon aux salariés du secteur puisque la partie patronale a indiqué dès l'ouverture de la réunion qu'elle refusait de discuter des salaires et du temps de travail. Pire, elle a toujours en tête son objectif de remettre en cause 12 à 18 jours de congés et d'allonger la durée du travail quotidien et hebdomadaire. C'est seulement par la grève qu'il sera possible de se faire entendre et de défendre nos intérêts.

On remet ça

Lors de la grève du 10 septembre, le social et le médico-social étaient présents ! Salariés d'AEA ou du CDE, du Département, des EHPAD ou encore étudiants de l'IRTS et bien d'autres on manifesté ensemble. **Le 18 septembre rendez-vous pour l'AG des grévistes du secteur à 12h30 à l'Esplanade et à 14H pour manifester toutes et tous ensemble !**

Cachez cette grève qu'on ne saurait voir

Dans les Centres Moselle Solidarités (CMS) de Metz, les secrétaires médico-sociaux ont été nombreux à participer à la grève du 10 septembre. Au CMS Sainte-Barbe, aucun collègue attendu n'a pris son poste. Comme le personnel d'accueil était gréviste, le standard téléphonique a immédiatement été transféré au CMS de Rombas. Pourtant quand c'est le manque chronique de personnels qui empêche de répondre au standard, comme c'était le cas la veille du mouvement de grève, la direction s'en fiche.

La précarité s'ancre dans le quotidien

Selon une enquête du Secours populaire, 31 % des personnes interrogées rencontrent des difficultés à se nourrir correctement, avec 3 repas par jour. 39 % ont du mal à payer leurs factures d'électricité, 49 % ne peuvent pas partir en vacances au moins une fois par an et 20 % se considèrent en situation de précarité. La situation s'est détériorée depuis 15 ans. Ce qui suscite une colère légitime dans les classes populaires mais une grande indifférence chez ceux qui nous gouvernent. Un mouvement social d'envergure pourrait les réveiller et remettre les pendules à l'heure.

Assurance pour l'augmentation des franchises médicales

Avant de partir, Bayrou nous laissait avec un dernier cadeau en doublant les franchises médicales. Cette mesure conduirait à ce que les assurés paient de leur poche 4 euros au lieu de 2 pour une consultation médicale, et bien d'autres attaques. C'est environ 700 à 800 millions d'euros que Matignon veut retirer de nos poches ! Et cela, évidemment, avec l'aval des organisations patronales. C'est le contraire qui aurait été étonnant. À ce rythme, il ne restera plus que la salle d'attente gratuite chez le médecin.

EHPAD privés : monopoles et maltraitances

D'après la Dress, un quart des EHPAD sont désormais privés à but lucratif. La moitié sont contrôlés par cinq grands groupes (Clariane, Emeis - ex-Orpea-, DomusVi, Domidep et Colisée). Orpea avait déjà été épingle pour maltraitances et abus envers les résidents et les personnels (discrimination syndicale, recours fréquent aux CDD) et les résidents. Malgré des tarifs bien supérieurs que dans le public (98€ en moyenne la journée contre 60 €), les conditions y sont pires ! Moins de personnel, peu d'accompagnement médico-social pour le suivi du handicap, lits manquants... Le profit est incompatible avec le soin. EHPAD privés qui rentabilisent sur la vie des plus âgés ou publics qui économisent, les soignant.e.s luttent partout et au quotidien pour des conditions d'accueil dignes !